



## Conseil économique et social

Distr. générale  
11 janvier 2001  
Français  
Original: anglais

---

### Session d'organisation de 2001

29 janvier-2 février et 3 et 4 mai 2001

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

### Programme de travail de base du Conseil

## Code mondial d'éthique du tourisme

### Note du Secrétariat

Conformément à l'article 9 du règlement intérieur du Conseil économique et social, le Secrétaire général a proposé l'inscription, au titre du point 13 de l'ordre du jour provisoire de la session de fond de 2001 (Questions économiques et environnementales), une question additionnelle intitulée « Code mondial d'éthique du tourisme ». Une lettre sur cette question, datée du 13 décembre 2000, adressée par le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe) et accompagnée d'un mémoire explicatif (voir pièce jointe), est jointe à la présente note à l'attention du Conseil.

---

\* E/2001/2.

**Annexe****Lettre datée du 13 décembre 2000, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme**

J'ai le plaisir de vous informer que l'Organisation mondiale du tourisme met actuellement au point les modalités d'application du Code mondial d'éthique du tourisme. Ce code a été adopté par consensus par tous les États membres qui ont participé à la treizième session de notre Assemblée générale, tenue à Santiago (Chili) le 1er octobre 1999, sans distinction de culture, de niveau de développement, de régime politique ou de religion.

La décision d'élaborer ce code est le fruit de consultations approfondies tenues entre nos États membres ainsi qu'avec le secteur privé et des organisations non gouvernementales. Ce code est conforme aux conventions et déclarations internationales pertinentes, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments des Nations Unies, tout en partant des nombreuses initiatives prises à cet effet dans le domaine du tourisme.

Le fruit de ces consultations est un document conçu comme un instrument de conciliation. C'est pourquoi, après un préambule explicatif et l'énoncé des principes moraux qui devraient régir le développement du tourisme, le Code prévoit la coopération internationale ainsi qu'un mécanisme d'application.

À sa septième session, tenue à New York du 16 au 20 avril 1999, la Commission du développement durable s'est félicitée de ce projet et a invité l'Organisation mondiale du tourisme « à envisager d'associer de façon judicieuse les grands groupes, selon que de besoin, à la formulation, à la mise en oeuvre et au suivi du Code mondial de déontologie touristique ».

Ayant ces objectifs à l'esprit, nous souhaiterions que ce code soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de la prochaine session du Conseil économique et social, avant d'être examiné par l'Organisation des Nations Unies en 2001 afin d'en assurer la consécration et la diffusion universelle.

Vous trouverez ci-joint un mémoire explicatif présentant le Code plus en détail.

(Signé) Francesco **Frangiali**

## Pièce jointe

### Mémoire explicatif

### Code mondial d'éthique du tourisme

L'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), réunie à Santiago (Chili) le 1er octobre 1999, a approuvé le projet de « Code mondial d'éthique du tourisme » qui lui avait été soumis pour examen.

Depuis l'adoption, sous les auspices de l'OMT, de la Déclaration historique de Manille sur le tourisme mondial, en 1980, de très nombreux instruments – chartes, codes et déclarations – ont marqué l'évolution du tourisme mondial. Le nouveau code a pour objet, comme indiqué dans son préambule, d'établir la synthèse d'une série d'objectifs et d'idées pour constituer un ensemble complexe et l'enrichir « par des considérations nouvelles tenant à l'évolution de nos sociétés, et servir ainsi de référence pour les acteurs du tourisme mondial à l'aube des prochains siècle et millénaire ».

D'aucuns ne manqueront pas de considérer sinon avec dérision, du moins avec scepticisme, l'ambition de mettre en place non seulement un cadre de référence mais aussi un règlement commun à tous les pays touristiques et à tous les partenaires du développement touristique. Mais les faits parlent d'eux mêmes : le nouveau code a réalisé une ambition réelle et on ne saurait rester insensible au fait qu'il a été adopté à l'unanimité des 107 pays participant à notre assemblée, sur les 130 qui sont membres de l'Organisation, sans distinction de culture, de niveau de développement, de régime politique et de religion.

Quatre considérations dénotent l'ambition et la portée de ce texte fondamental.

Premièrement, sa préparation, qui a été marquée par une action concertée de grande envergure.

La décision de rédiger un nouvel instrument engageant la communauté touristique internationale a été prise lors de l'Assemblée générale de l'OMT tenue à Istanbul en 1997. Un comité spécial a été constitué à cette fin, composé de représentants de pays aussi divers que l'Algérie, le Brésil, l'Équateur, l'Égypte, l'Iran, la Malaisie et le Portugal, le Saint-Siège ayant en outre participé aux travaux de ce groupe en qualité d'observateur.

Les travaux se sont poursuivis au cours de la première moitié de 1999, consistant en larges consultations avec les six Commissions régionales de l'OMT, son conseil exécutif et ses partenaires de l'industrie, les syndicats et des organisations non gouvernementales. En avril 1999, à sa septième session tenue à New York, la Commission du développement durable des Nations Unies, ayant été dûment informée de ces activités, a manifesté un vif intérêt pour les mesures prises à cet effet. Entre mai et juillet, de très nombreux États Membres ont enrichi le projet de leurs efforts directs, qui dénotaient naturellement des degrés divers de sensibilité entre ceux qui étaient partisans de ce que l'on pourrait définir comme un certain « droit d'ingérence dans le tourisme » et ceux qui avaient une plus longue tradition de respect des prérogatives des États souverains.

Le projet final, rédigé au début de l'été dernier par le Secrétaire général et ses collaborateurs, cherchait à prendre en compte dans le texte, dans la mesure du possible, tous ces apports, tout en sauvegardant l'unanimité d'inspiration et la cohé-

rence. Les apports nouveaux ont été tels que le nombre de pages a doublé par rapport à la version initiale.

L'objectif d'un échange de vues aussi large que possible semble avoir été atteint dans la mesure où le débat engagé par l'Assemblée générale à l'automne de 1999, encore qu'informel, n'a pas remis en question l'orientation générale du texte. Avec le temps, les consultations, la préparation et la rédaction du texte ont été menées à bien relativement rapidement, en moins d'un an, si l'on songe à l'ampleur de la tâche et à la portée du résultat final.

La deuxième caractéristique du Code tient aux principes fondamentaux qui le sous-tendent et à l'effort concerté qu'il représente de combiner en un ensemble complexe toute une série d'objectifs et d'idées.

À l'évidence, le Code assure la continuité des grandes déclarations qui, sous l'égide du système des Nations Unies, ont marqué l'évolution de la société internationale et les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale : la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, les Pactes internationaux de 1966 relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi qu'aux droits civils et politiques, la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992, la Convention de 1995 sur la biodiversité, ainsi que les nombreux instruments adoptés sous l'égide de l'Organisation internationale du Travail.

Toutefois, ce code a pour objet, sinon de parfaire ces textes, du moins d'innover en ce qui les concerne car, si prestigieux qu'ils soient, ils se bornent en général à garantir les droits individuels, à défendre certains groupes et à protéger l'environnement naturel et le patrimoine.

Le Code mondial d'éthique du tourisme tient à aller plus loin. Sans vouloir mettre en cause la prise de conscience universelle concrétisée dans les textes mentionnés plus haut, le Code répond résolument à la volonté de favoriser « l'économie de marché, l'entreprise privée et la liberté du commerce », afin de permettre à l'industrie mondiale du tourisme « d'optimiser ses effets bénéfiques en termes de création d'activités et d'emplois ».

L'un des alinéas du préambule mérite d'être reproduit intégralement, car il résume la volonté de combiner des objectifs et des idées en un ensemble complexe d'où le Code tire son inspiration et son ambition d'aller plus loin :

« Intimement convaincus qu'au prix du respect d'un certain nombre de principes et de l'observance d'un certain nombre de règles, un tourisme responsable et durable n'est nullement incompatible avec une libéralisation accrue des conditions qui président au commerce des services et sous l'égide desquels opèrent les entreprises de ce secteur et qu'il est possible, dans ce domaine, de concilier économie et écologie, environnement et développement, ouverture aux échanges internationaux et protection des identités sociales et culturelles. »

La structure classique du texte vise davantage la clarté que l'originalité.

Le préambule, dont certains éléments ont déjà été cités, part d'une structure qui a fait ses preuves.

La formule « Nous, membres de l'Organisation mondiale du tourisme, représentants de l'industrie touristique mondiale, réunis en Assemblée générale à Santiago du Chili ce 1er octobre 1999 », par laquelle commence le préambule, n'est pas sans rappeler, de manière à peine voilée, la fameuse formule « Nous, peuples des Nations Unies... » utilisée dans la Charte de San Francisco.

Après les considérants, il est conclu dans le préambule que les représentants de l'industrie mondiale du tourisme :

« Affirm[ent] le droit au tourisme et à la liberté des déplacements touristiques,

Marqu[ent] [leur] volonté de promouvoir un ordre touristique mondial, équitable, responsable et durable, au bénéfice partagé de tous les secteurs de la société, dans un contexte d'économie internationale ouverte et libéralisée, et

Proclam[ent] solennellement à ces fins les principes du Code mondial d'éthique du tourisme. »

Ces principes sont inscrits dans le dispositif, qui se compose de 10 articles énoncés simplement. Dans ce décalogue, les neuf premiers articles posent catégoriquement les principes concernant la contribution du tourisme à la compréhension et au respect mutuels entre hommes et sociétés (1), le tourisme, vecteur d'épanouissement individuel et collectif (2), le tourisme, facteur de développement durable (3), le tourisme, utilisateur du patrimoine culturel de l'humanité et contribuant à son enrichissement (4), le tourisme, activité bénéfique pour les pays et communautés d'accueil (5), les obligations des acteurs du développement touristique (6), le droit au tourisme (7), la liberté de déplacement touristique (8) et les droits des travailleurs et des entrepreneurs de l'entreprise touristique (9).

Sans entrer dans le détail de ces neuf articles, il convient de noter que le ton général est une affirmation équilibrée des droits et obligations respectifs de tous les différents partenaires qui constituent l'industrie du tourisme, en commençant par les règles symétriques et complémentaires fixées tant pour les visiteurs que pour leurs hôtes.

Le libellé de ces principes n'est pas entièrement nouveau, certaines des idées maîtresses se trouvant déjà dans la Déclaration de Manille et dans la Charte du tourisme et le Code du touriste adoptés par l'Assemblée générale de l'OMT à Sofia, en 1985.

Dans certains domaines, la méthode adoptée aujourd'hui va un peu plus loin que celle d'hier, si bien qu'au-delà du « droit à la liberté du voyage et du tourisme » énoncé à Manille, « la possibilité d'accéder, directement et personnellement, à la découverte des richesses de la planète constitue un droit également ouvert à tous les habitants du monde ».

Plusieurs thèmes sont abordés pour la première fois dans une déclaration de cette nature. Certains présentent un volet culturel, environnemental ou social, comme l'interdiction totale de l'exploitation des enfants dans l'industrie du tourisme, la responsabilité de la presse et des médias, le droit des touristes de pratiquer leur religion pendant leurs déplacements, la valeur de l'écotourisme et du tourisme culturel, l'importance de l'exécution d'études d'impact et la nécessité d'associer les collectivités locales aux grands projets d'aménagement touristique, et la reconnaissance d'un statut particulier aux travailleurs saisonniers du secteur touristique.

D'autres principes sont davantage d'ordre économique, comme l'obligation de transparence des clauses des contrats proposées aux clients et l'information des consommateurs, les avantages de l'étalement dans le temps et dans l'espace des flux de touristes, la conduite à tenir en cas de crise, l'encouragement du partenariat économique Nord-Sud entre pays d'accueil et pays d'origine, le rôle des petites et moyennes entreprises et la responsabilité particulière des sociétés multinationales du secteur.

Le dixième et dernier article du Code diffère des autres.

Il stipule que « les acteurs publics et privés du développement touristique coopèrent dans la mise en oeuvre » des principes ainsi établis et « reconnaissent le rôle des institutions internationales, au premier rang desquelles l'Organisation mondiale du tourisme, » et – et ceci est nouveau – « des organisations non gouvernementales compétentes en matière de promotion et de développement du tourisme ». Aux termes de cet article, « les mêmes acteurs manifestent l'intention de soumettre, à fin de conciliation, les litiges relatifs à l'application ou à l'interprétation du Code mondial d'éthique du tourisme à un organisme tiers impartial dénommé Comité mondial d'éthique du tourisme ».

L'existence d'un mécanisme juridique, sinon juridictionnel, chargé de l'application du Code est le quatrième et dernier point qui mérite d'être examiné.

Il s'agit d'un mécanisme original, volontaire et souple de conciliation et non pas d'arbitrage, dont la conception est due en grande partie au professeur Alain Pellet, membre et ancien président de la Commission du droit international de l'ONU et conseiller juridique de l'OMT.

C'est pourquoi M. Pellet a estimé qu'il faut reconnaître que les cas de friction ou de litige entre les acteurs du développement touristique sont dangereusement nombreux et que leur règlement est particulièrement délicat, étant donné qu'ils ont souvent un caractère transnational et que, dans ces conditions, un mécanisme de conciliation souple, rapide et peu coûteux peut se révéler extrêmement utile.

Dans ce domaine, la tâche n'est pas terminée. L'Assemblée générale de Santiago n'a pas adopté de manière décisive le Protocole de mise en oeuvre portant création de ce mécanisme.

L'existence de ce mécanisme de règlement des différends est un principe qui n'en a pas moins été établi, même s'il reste à procéder à certains aménagements, essentiellement d'ordre juridique. L'Assemblée a adopté dans ses grandes lignes le règlement de ce mécanisme. Elle s'est en outre empressée d'inviter les gouvernements et les autres acteurs du développement du tourisme à régler leur conduite sur les principes énoncés dans le Code. Elle a engagé les États à s'inspirer du Code dans leurs législations, invitant instamment le secteur privé à en introduire le contenu dans ses règlements et pratiques professionnelles.

Il y aurait lieu de se féliciter particulièrement si, demain, un conflit entre une grande multinationale et une collectivité locale ou ONG ayant trait aux répercussions sociales ou environnementales de la construction d'un nouveau centre touristique dans un pays en développement, par exemple, pouvait être réglé dans de bonnes conditions sur la base d'un ensemble de principes librement acceptés par tous les intéressés.

Tel serait l'objectif du Protocole de mise en oeuvre susmentionné, qui sera finalement adopté à l'automne 2001, à l'occasion de la prochaine Assemblée générale de l'OMT.

L'organe indépendant qui représentera tous les acteurs de l'industrie touristique, à savoir le Comité mondial d'éthique du tourisme, sera créé afin d'interpréter, d'appliquer, d'évaluer et d'élaborer les dispositions du Code. Il devrait pouvoir commencer ses travaux vers la fin de 2001.

En résumé, le Code mondial d'éthique du tourisme répond nettement à bien plus qu'une série de bonnes intentions ou de vœux pieux. Il s'agit d'un outil dont pourront disposer les partenaires du secteur du tourisme et qu'ils pourront utiliser, individuellement et collectivement, pour instaurer un tourisme durable, équilibré et responsable.

Ce code représente un pas en avant pour le tourisme mondial et, dans une certaine mesure, le droit international. Dans ce domaine, comme dans de nombreux autres, le tourisme ouvre la voie, perspective on ne peut plus encourageante.

(Signé) Francesco **Frangiali**  
Secrétaire général de l'Organisation  
mondiale du tourisme  
Madrid, décembre 2000